



DELEGACIÓN DEL GOBIERNO  
 CERCA DE LA  
 COMPAÑIA ARRENDATARIA  
 DEL  
 MONOPOLIO DE PETRÓLEOS



C.A.M.P. S. A. MADRID  
 21 ENE 1928  
 CONTESTADA

Excmo. Sr.

Adjunto tengo el gusto de remitir a V.E. una Real orden del Ministerio de Estado y copias que la acompañan relativas a la confiscación de los buques "Mijdrecht", "Windrecht" y "Pendrecht" al objeto de que se pongan a disposición del Excmo. Sr. D. José Yanguas para su estudio.

Dios guarde a V.E. muchos años

Madrid 20 de enero de 1928.

EL DELEGADO DEL GOBIERNO.

*Andrés Quesada*

*[Signature]*

Sr, Presidente del Consejo de Administración de la Compañía Arrendataria del Monopolio de Petróleos.

*Document*



DELEGACIÓN DEL GOBIERNO  
CERCA DE LA  
COMPAÑÍA ARRENDATARIA  
DEL  
MONOPOLIO DE PETRÓLEOS

726  
C.A.M.P.S.A. MADRID

06009

20.ENE.1928

CONTESTADA

Excmo. Sr.

Con fecha 3 del corriente el Excmo. Sr. Ministro de Instrucción Pública traslada al de Hacienda la siguiente Real orden:

*Excmo. Sr.*  
"Excmo. Sr.- Interesado de este Ministerio, por R/O de ese de su digno cargo, se conceda autorización al Excmo. Sr. D. José de Yanguas y Messia, Catedrático de Derecho Internacional de la Universidad Central, para que, y aceptando la propuesta hecha al efecto por la Compañía Arrendataria del Monopolio de Petróleos, pueda someterse a su conocimiento y autorizado dictámen el asunto motivado por consecuencia de la detención en el puerto de escala de Argel de tres buques de bandera holandesa, fletados por Porto Pi S.A. que, procedentes del Mar Negro, transportaban cargamentos de gasolina y petróleo lampante, con destino a la Península, ofreciéndose así seria garantía de sabia dirección en la reclamación que pudiera haber necesidad de plantear; S.M. el Rey (q.D.g.) se ha servido disponer que, por lo que afecta a este Departamento, se conceda autorización especial al expresado Catedrático Sr. Yanguas y Messia, a los fines expresados".

Y  
Y la traslado a mi vez a V.E. para su conocimiento y demás efectos.

D I O S

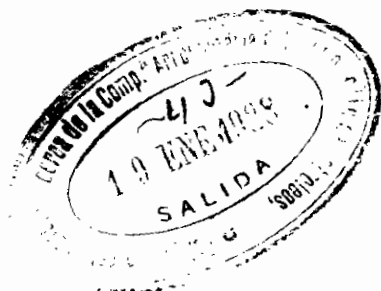
> ✓

guarde a V.E. muchos años.

Madrid 19 de enero de 1928.

EL DELEGADO DEL GOBIERNO.

*Queri Queri*



SR. PRESIDENTE DE LA COMPAÑIA ARRENDATARIA DEL MONOPO-  
LIO DE PETRÓLEOS S.A.



C O P I A .

*Arcejo 15*

Consulado General de España

EN  
ARGELIA

12

REQUETE .

Monsieur le President,

Les soussignés, Bauer, Marchal et Cie, Banquiers demeurant à Paris, 59 rue de Provence, ayant pour avoué à Alger, Me. Vérola, en l'étude de qu'ils élisent domicile, 2, Place de l'Isly,

Ont l'honneur de vous exposer;

Que, par conventions verbales, en date à Paris, du 11 Aout 1925, le Syndicat de Naphte de l'U.R.S.S. ci-apres dénommé Naphtesyndicat S., sous diverses clauses et conditions, concédé à la Banca Arnús dont le siège est à Barcelone et représenté par son President, Mr. Henry Bauer le droit exclusif de vente des produits naphtifères russes dans différents Etats y dénommes, dont l'Espagne et ses colonies.

Que Banca Arnús s'engageait à vendre annuellement des quantités minima déterminées au dit contrat, le Naphtesyndicat s'obligeant a les lui livrer, que les obligations réciproques avaient une durée ferme de trois ans.

Que Bauer, Marchal et Cie., ont accepté d'etre vis-a-vis de Naphtesyndicat les garants solidaires de l'exécution correcte des obligations de Banca Arnús et qu'ils sont par contre intéressé dans les bénéfices de l'accord.

Que Banca Arnús et Bauer, Marchal et Cie. ont scrupuleusement et fidelement exécuté les obligations leur incombant et que depuis leur conclusions le 11 aout 1925, les dits accords s'exécutaient a la commune satisfaction des parties; lorsque Banca Arnús et Bauer, Marchal et Cie. viennent d'etre informés qu'au mépris de tous ses engagements et en violation de toutes les règles tant du droit privé que du droit des gens, le Naphtesyndicat de l'U.R.S.S. entendait se dégager unilatéralement des obligations qu'il a assumées.

Que prenant prétexte de ce que le Gouvernement du Directoire Espagnol vient de proclamer par décret le monopole de l'Etat de la vente des petroles et produits naphtifères, le Naphtesyndicat de l'U.R.S.S. vient de notifier a ses co-contractans français et espagnols qu'il se considerait délié des accords du 11 aout 1925.

Que les requerants ont fait toutes protestations et réserves contre une pareille prétention, attendu qu'elle ne repose que sur un vain et fallacieux prétexte, le monopole institué par le Gouvernement Espagnol ne faisant pas obstacle, meme en Espagne a ce que les petroles et naphtes russes soient vendus a l'Espa ne par l'intermédiaire des bénéficiaires des dits accords du 11 aout 1925, et cette mesure laissant hors de sa

sphère d'application les colonies et autres pays concédés aux requérants et Banca Arnés.

Qu'en meme temps qu'ils formulaient ces protestations et reserves, les requérants et Banca Arnés ont saisis de leur differents avec le Naphtesyndicat, le Tribunal arbitral prévu par l'article II des accords du 11 aout 1925, et demandant au dit Tribunal de condamner le Naphtesyndicat à 2.500.000 (Deux millions cinq cent mille) Livres de dommage-interets en réparation du préjudice a eux causé par la violation abusive et anticipée des dits accords, et le tort, tant materiel que moral que cette violation leur cause.

Qu'ils viennent d'apprendre que trois navires pétroliers le "Midjdrecht" le "Wieldrecht" et le "Pendrecht" venant, les deux premiers de Novorossisk et le dernier de Batoum, affrétés en execution des accords du 11 aout 1925, les deux premiers par Bauer, Marchal et Cie., et le dernier par leur filiale la Société Petroleos Porto Pi, et chargés de pétrole à destination de Banca Arnés en Espagne font présentement escale dans la rade d'Alger.

Que le destinataire Banca Arnés de Barcelone, a fait connaitre aux requérants que, vue les circonstances, et notamment la volonté manifestée par le Naphtesyndicat de l'U.R.S.S. de ne plus exécuter les accords, le dit destinataire est dans l'impossibilité de prendre livraison de leurs trois cargaisons en Espagne.

Que de leur coté Bauer, Marchal et Cie, créanciers envers le Naphtesyndicat, 1<sup>o</sup> du montant du fret qu'ils ont déboursé vainement; 2<sup>o</sup> des dommages-intérêts réclamés par eux devant le Tribunal arbitral, sont fondés à requérir la mise sous séquestre de cette marchandise, gage des créanciers de Naphtesyndicat, et dont le destinataire lui-meme déclare les autoriser à requérir la mise sous main de justice, en attendant qu'il soit statué au fond et tous droits des parties réservés.

qu'il y a extreme urgence.

que l'impudente violation des règles élémentaires du négoce et des lois du droit des gens, commise par l'organe de l'U.R.S.S. dans un intérêt de lucre appelle la protection des Tribunaux en faveur des intérêts français gravement compromis.

Et pourquoi ils vous requièrent, Monsieur le Président, de bien vouloir dire et ordonner que sur le vu de l'ordonnance sollicitée, les cargaisons de pétrole et produits naphtifères des trois vapeurs susdits "Midjdrecht", "Wieldrecht" et "Pendrecht" seront débarquées et placées sous séquestre à Alger, pour le compte de qui il appartiendra.

Donner acte à Bauer, Marchal et Cie. de ce qu'ils sont prêts à indemniser les Armateurs des dits navires du montant de toutes staries, surestaries, **droits** de port ou de quai, et toutes autres charges quelconques que la mesure judiciaire sollicitée viendrait à rendre nécessaires.

Dire que l'ordonnance sera exécutée sur minute et avant enregistrement.

SOUS TOUTES RESERVES  
Signé....Véroia.



Consulado General de España

EN  
ARGELIA

C O P I A .

Anexo 2

13

Ordonnance.

Nous, Président du Tribunal Civil d'Alger, Chevalier de la Légion d'Honneur, vu la requête qui précède et les pièces à l'appui: Attendu qu'il s'agit d'une mesure conservatoire et que l'urgence est extrême,

Dissons et ordonnons, que sur le vu de la présente ordonnance les pétroles chargés sur les trois vapeurs "Widdrecht", "Wieldrecht" et "Pendrecht", actuellement en rade d'Alger (El "Pendrecht" no llegó hasta el día diez y nueve. Cuatro días después....!!) seront placés sous séquestre à Alger pour le compte de qui il appartiendra;

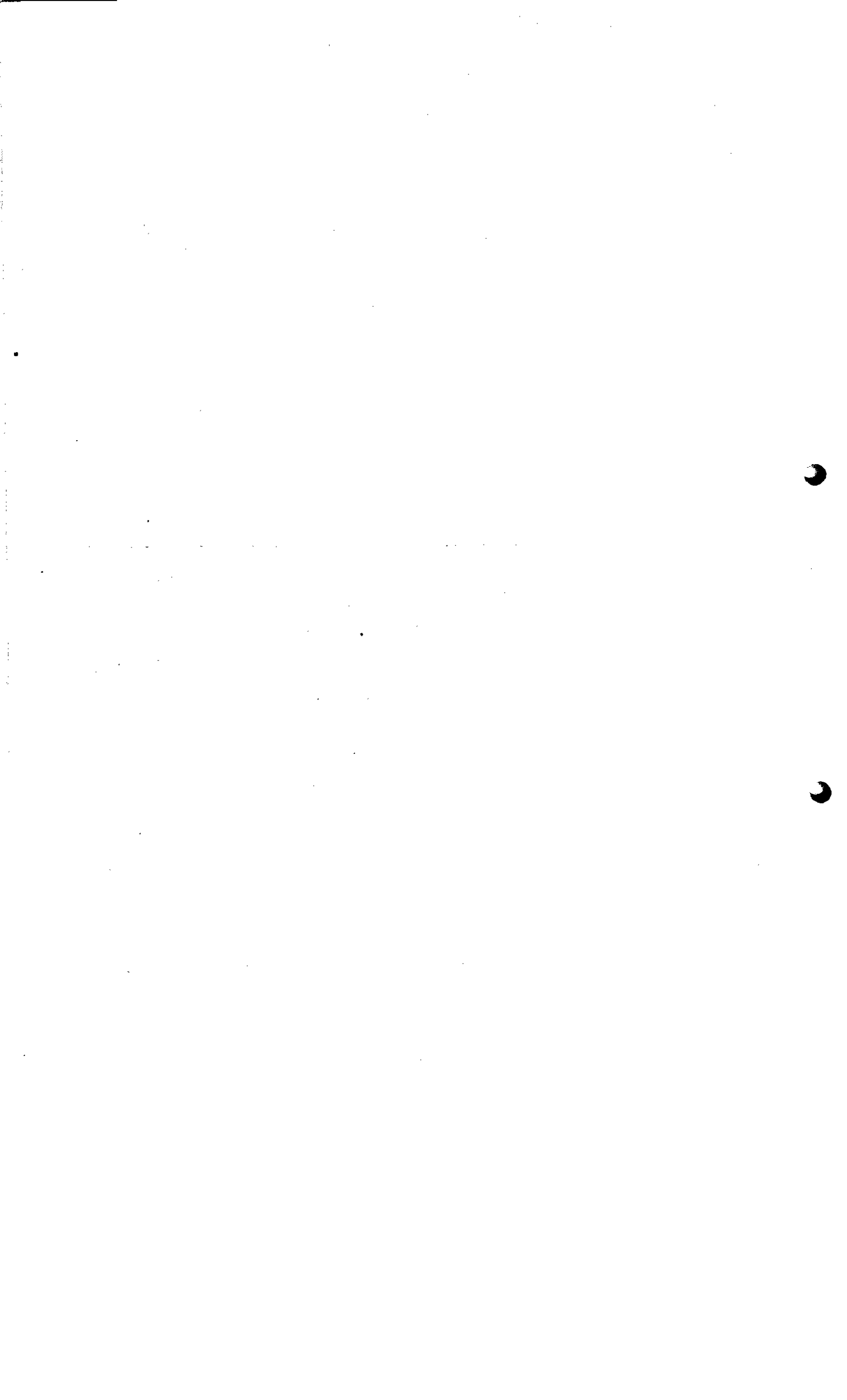
Désignons comme séquestre Mr. Grasson, Courtier Maritime à Alger.

Donnons acte à Bauer, Marchal et Cie. de ce qu'ils se déclarent prêts à indemniser les Armateurs des dits navires du montant de toutes staries, surestaries, droits de port ou quantes toutes autres charges quelconques que la mesure ordonnée viendrait à rendre nécessaire.

Dissons que la présente ordonnance sera exécutoire sur minute et avant enregistrement.

Fait à Alger en notre cabinet le 15 Décembre 1927.

Signé.....A.Loth.





Consulado General de España  
EN  
ARGELIA

C O P I A.

*Anexo 3°*

*14*

Me. Henry Verola.  
Avoué  
2, Place Bugeaud  
ALGER.

A Monsieur le Président du Tribunal Civil d'Alger, Chevalier de la Légion d'Honneur,

1o. Bauer Marchal & Cie., banquiers, demeurant à Paris, 59 rue de Provence.

2o. Monsieur Grasson, courtier maritime, demeurant à Alger, agissant comme sequestre au vu d'une ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Civil d'Alger en date du 15 Décembre 1927,

Ayant Me. Verola pour avoué constitué

Ont l'honneur de vous exposer:

Que par votre ordonnance du 15 Décembre 1927 précitée, vous avez ordonné, à la requête de Bauer Marchal & Cie. que la cargaison des navires pétroliers Vidjrecht, Veldrecht et Fendrecht seraient placés sous séquestre pour le compte de qui il appartiendrait, tous droits des parties réservés;

Mais que les réquerants viennent d'apprendre que vu le danger d'incendie qui présente le séjour de ces cargaisons d'essence dans la rade ou le port, la Direction du dit port vient de mettre en demeure les capitaines des dits navires d'avoir à lever l'ancre et à prendre la mer sans desemparer;

Que dans ces conditions l'exercice du sequestre et la surveillance des cargaisons devient impossible à Alger;

Que le seul port français susceptible de recevoir un tonnage de pétrole égal à celui des dits navires et possédant des moyens de stockage appropriés est, celui du Havre;

Ce pourquoi ils vous prient, Monsieur le Président, d'ordonner que sous les memes conditions et avec les memes reserves qui sont consignées dans votre ordonnance du 15 Décembre 1927, les dits navires devront faire route à destination du Havre avec leur cargaison qui restera sous la garde des capitaines de ces trois navires désignés comme sequestres en remplacement de M. Grasson requérant, et ce jusqu'à ce qu'ils aient pu être



remplacés par un autre sequestre désigné par Monsieur le Président du Tribunal Civil du Havre.

Ce faisant, donner acte à Bauer Marchal & Cie. de ce qu'ils renouvellent l'engagement dont votre ordonnance leur a donné acte et en outre son prêts et s'engagent à tenir les armateurs intégralement indemnisés du fret du voyage et de toutes charges, dommages et surestaries que le dit voyage pourrait occasionner à leurs navires.

Dire l'ordonnance sollicitée exécutoire sur minute et avant enregistrement.

Alger le 19 Décembre 1927.-

signé: Verola.

ORDONNANCE.

Nous Président du Tribunal Civil d'Alger, Chevalier de la Légion d'Honneur;

Vu notre ordonnance en date du 19 Décembre 1927 par laquelle nous avons désigné Crasson comme sequestre judiciaire;

Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui;

Attendu qu'il y a urgence et que le péril en la demeure est à redouter:

Disons et ordonnons que la mission confiée par nous au sequestre Crasson et dont nous le déchargeons, est transférée provisoirement aux capitaines des trois navires "Vidrecht", "Wieldrecht" et "Vendrecht" qui devront conduire ces trois navires et leur cargaison dans le port du Havre;

Disons et ordonnons que les dits capitaines gardent les cargaisons en qualité de sequestres judiciaires jusqu'à leur remise aux mains d'un sequestre local désigné par le Président du Tribunal Civil à la requête de Bauer Marchal & Cie;

Designons pour cette désignation Monsieur le Président du Tribunal Civil du Havre;

Donnons acte à Bauer Marchal & Cie. de leur déclaration contenue dans la requête ci-dessus;

Disons et ordonnons que notre ordonnance sera exécutoire sur minute et avant enregistrement;

Fait à Alger en notre Cabinet le 19 Décembre 1927.

Signé



Ministerio de Estado.

Madrid 596-927

Embre (Seboles)

COMERCIO.

XVII

Núm. 12

Excmo. Señor:



11

El Vicecónsul, Encargado del Consulado de España en Argel, en Despacho nº 177, de fecha 26 de Diciembre del año último, dice a este Departamento lo siguiente:

"El día 17 del corriente, tuve la honra de recibir el telegrama de V. E. concebido en los siguientes términos: - "Buques Midjrecht y Wieldrecht con cargamento Gasolina consignado Porto Pi, han sido confiscados ese puerto. Sírvese V. S. gestionar se levante urgentemente confiscación pudiendo, si motivos fueran por acreedores, prestar completa garantía haciéndose responsable Gobierno S. M. interese rápidamente solución por tratarse provisión monopolio que debe comenzar primero Enero". - Careciendo en absoluto de antecedentes sobre este asunto e ignorando el fondo de la cuestión, en la imposibilidad de ver ese día al Juez que entendía en el mismo, me puse en seguida en averiguación de quién había gestionado y obtenido la confiscación, resultando ser Maitre Abrami, ex-ministro y abogado de la Cour d'Appel de París. - Dicho Sr. me expuso la situación desde su punto de vista, como es natural, que no puede discutir por la falta de pruebas en contrario, y como resultado de mi entrevista telegrafíe a V. E. lo que sigue: - "Abogado representante entidades propietarias, cargamento gasolina a que se refiere telegrama V. E. de hoy me dice lo siguiente: " Los tres barcos (dos llegados a este puerto y otro próximo a llegar) están embargados judicialmente. Esta medida ha sido ordenada para garantizar los derechos de los acreedores del Sindicato ruso de nafta y de los propietarios de la carga, Banca Arnus de Barcelona y Bauer Marchal y Compañía de París. Es posible llegar a un acuerdo con el Gobierno español si éste consigna en Argel en la caja de depósitos y consignaciones o un Banco cualquiera una cantidad equivalente a: primero, el precio íntegro del cargamento. Segundo, el precio íntegro de los fletes, Tercero, las indemnizaciones debidas a los barcos por las sobrestadías y otros conceptos. Cuarto, los gastos judiciales. Esta suma quedaría consignada en las mismas condiciones que los barcos, a beneficio de quien pertenezca, es decir, de la persona o personas que sean reconocidas por el Tribunal de París con derecho contra el Sindicato ruso de nafta". Dicho Abogado telegrafía hoy a París haciendo esta proposición que en caso de ser aceptada por ambas partes, dejaría los barcos en libertad de dirigirse al puerto que el Gobierno de S.M. indicase en cuanto las referidas cantidades, cuyo importe conoceré esta tarde y telegrafiaré inmediatamente a V. E., sean consignadas. - Al día siguiente, a pesar de ser domingo, logré enterar de estos hechos al Abogado consultor de este Consulado general, Maitre Victor Grimal, para que de acuerdo con la legislación francesa me asesorará sobre el particular y me encarará el camino más práctico a seguir, siendo, de opinión de realizar primeramente una gestión oficiosa cerca del Tribunal

Civil que había decretado la confiscación, para averiguar las causas que habían justificado la misma, lo que acordamos realizar el lunes. - Dicho domingo día 18, telegrefié a V. E. diciendo: "Mañana lunes primera hora visitaré Presidente Tribunal acordó embargo lo que me ha sido imposible realizar antes. Inmediatamente daré cuenta a V. E. resultado entrevista. Abogado Banca Bauer todavía no comunicó datos ofrecidos. - En la mañana del 19 me ví sorprendido por la visita del Capitán del vapor "Prendecht", el tercer petrolero que se hallaba en ruta y acababa de llegar, en solicitud de que le visara la documentación para seguir a España de acuerdo con las órdenes recibidas de la casa armadora, manifestándome el empleado de la casa arrendataria que le acompañaba que hacía dos días le estaban esperando para comunicarle aquellas antes de entrar en puerto pues por carecer el barco de telegrafías sin hilos no había sido posible realizarlo antes. La documentación le fué despachada con toda la rapidez propia del caso indicándosele al referido Capitán la conveniencia de reanudar lo antes posible el viaje hacia Barcelona, su puerto de destino, a fin de eludir la posible confiscación de la carga. Sin embargo, desconoce por qué causas, no lo hizo así dando lugar a que las autoridades teniendo en cuenta que aunque fuera del puerto el barco se hallaba dentro de las aguas jurisdiccionales, impidieran su salida corriendo igual suerte que los días anteriores. - La gestión cerca del Presidente del Tribunal no dió mas resultado que el de confirmar algun detalle cuanto me había expuesto Maitre Abrami en nuestra entrevista del sábado y la presuncion de que dicho Tribunal negaría con toda seguridad el levantamiento del embargo, entre otras razones por carecer este Consulado General de pruebas para rebatir lo alegado por el Representante de la Banca Bauer Marchal y Compañía. - A pesar de todo hice que se presetara el escrito pidiendo el levantamiento de la confiscación y solicitando copia de los autos, de los que a mi vez remito a V. E. una segunda copia. - En la tarde de dicho día Maitre Abrami me hizo saber que sus representados solicitaban, a cambio de la libertad de la carga, un depósito de treinta millones de francos. - Por otra parte, el Cónsul de los Países Bajos, con quien he estado en relación constante desde el primer momento, me comunicó que las autoridades de Marina estimando un peligro para la población la permanencia de las once mil toneladas de petróleo en el puerto, habían ordenado a los capitanes que los barcos abandonaran con la posible urgencia el mismo, lo que realizaron por la noche quedando anclados en rada. - En vista de esta dificultad surgida, ante la imposibilidad de descargar el petróleo por no existir en Argel depósitos con capacidad suficiente para ello, y la negativa de los Capitanes a continuar en rada por no ofrecer esta situación la debida seguridad para sus barcos, Maitre Abrami solicitó nuevamente otra orden del Tribunal Civil disponiendo que los barcos se dirigieran al Havre donde existen instalaciones capaces para la descarga y depósito de las 11.000 tons. de petróleo, el cual continuaría confiscado durante el viaje bajo la custodia y responsabilidad de los Capitanes. - En su virtud telegrefié a V. E. lo siguiente: "Tercer petrolero a pesar esfuerzos realizados evitar su llegada Argel por carecer telegrafía sin hilos, entró esta mañana siendo embargado tambien. Gestiones realizadas hoy no han dado resultado, por lo cual he nombrado Abogado para reclamar judicialmente levantamiento embargo y en caso contrario, obtener determinación judicial de la cantidad a consignar para conseguir liberación. Confidencias aseguran posibilidad autoridades marítimas ordenen petroleros abandonar puerto suponiéndose vayan al Havre. Banco Bauer pretende depósito treinta millones francos." - El día 20, realizando los deseos de Maitre Abrami, dicha orden fué dada, orientándose entonces nuestras gestiones y esfuerzos en el sentido de convencer a Capitanes y Consignatarios de que dirigieran sus barcos a los puertos españoles de destino en lugar del Havre, fundamentando



COMERCIO.

Núm. \_\_\_\_\_

nuestros razonamientos en la ilegalidad de la orden dada, pues de acuerdo con el Derecho marítimo francés los barcos no pueden, bajo ningún concepto, dirigirse a puerto distinto del designado en el "conocimiento". - Todo el día pasó sin decidirse unos y otros a tomar una resolución, inclinándose más bien, al final, a cumplir la orden del Tribunal Civil, por lo cual telegraficé a V. E. en los siguientes términos: "Se me aseguran petroleros saldrán hoy para el Havre, no estando embargados los barcos, sino solo la carga. Considero único medio conseguir petróleo, detenerlos en ruta". - Al día siguiente conseguimos que los Consignatarios transmitieran nuestra opinión a los Armadores, dejándolos entrever, lo que sin comprometer a nada podía realizar alguna impresión en su ánimo favorable a nuestros deseos la posibilidad de que, tratándose de una mercancía dirigida a España y además destinada a la C. A. M. P. S. A., el Gobierno de S. M. hiciera detener los barcos a su paso por el Estrecho. No sé si debido a esta posible complicación o a otras razones, los Consignatarios pocas horas después comunicaban que si se les depositaba el importe de las sobrestadías, que a razón de veinticinco mil francos por día y barco se calculaban en unos quinientos mil francos aproximadamente, se hallaban dispuestos a que los barcos fueran a sus respectivos puertos españoles de destino, lo que motivó el telegrama que decía así: "Embargo levantado bajo condición petroleros vayan El Havre pero representantes armadores accederían dirigirlos puertos españoles de destino a cambio depósito Banco Argel importe sobrestadías este puerto evaluadas en quinientos mil francos aproximadamente. Me apremian solicite de V. E. contestación inmediata. - El día 22 por la mañana llegó el Ingeniero Sr. Josef Skvor, representante de la C.A.M.P.S.A. a quien informé detenidamente de la situación y puse en el acto en contacto con el Abogado y Consignatarios, anunciando dando cuenta a V. E. de su llegada con el telegrama que decía: "Habiendo llegado Representante Monopolio petroleos dicho Ingeniero continúa gestiones". - Por la tarde dicho Sr. Skvor aprobando en un todo cuantas gestiones se habían realizado, ultimó las negociaciones con la casa consignataria la que, bajo la garantía de aquel de hacer el depósito solicitado, dispuso que los barcos fueran a España. - Al telegrama de dicho día diciendo: "Contesto último telegrama. Siempre que los dos barcos vayan a puerto español, el Gobierno garantiza los quinientos mil francos, debiendo V. S. indicar telegraficamente donde se sitúan aquellos." contesté con el siguiente: "Siendo ilegal orden dada petroleros dirigirse El Havre, bajo garantía representante monopolio depositar importe sobrestadías, salieron aquellos, según aseguran consignatarios, para respectivos puertos españoles destino". Efectivamente, los tres barcos, "Midjdrecht", "Wieldrecht" y "Pendrecht", salieron a las 8,20 de la noche con rumbo a Porto Pi, Valencia y Barcelona, respectivamente. - He de hacer presente a V. E. que en todo este asunto se ha podido apreciar en todo momento que tanto la casa armadora desde

Rotterdam como los Consignatarios y Capitanes aquí, indudablemente con el fin de hacer que las sobrestadías fueran lo más numerosas posibles y con ello mayor la indemnización a cobrar, han colaborado cuanto han podido en los propósitos del Banco Bauer, Marchal y Compañía, como lo prueba el hecho de que el vapor "Wieldrecht" llegó a este puerto el 10 del corriente y fué despachado para España en este Consulado general ese mismo día; y el "Midjdrecht" llegó el 14 siendo también despachado el mismo día, a pesar de lo cual y sin causas que lo justifiquen esperaron uno y otro hasta el 15 que fué cuando el Tribunal Civil acordó la confiscación. - Por su parte el Tribunal Civil se ha dejado influenciar indudablemente por la personalidad política de Maitre Abrami, lo que se ha podido apreciar en la inusitada rapidez con que se han llevado a cabo todos los trámites, sino también en el hecho de haber librado una orden como la que disponía que los barcos fueran al Havre en contradicción con los preceptos legales sobre la materia."

De Real orden, comunicada por el Señor Ministro de Estado, lo traslado a V. E. para su conocimiento y a los efectos oportunos.

Dios guarde a V. E. muchos años.

Madrid, 4 de Enero de 1928.

EL SECRETARIO GENERAL.

*B. Almeida*



Señor Ministro de Hacienda.

Ilmo Señor:

15

Como consecuencia de la, a juicio de esta Compañía, arbitraria detención en el puerto de escala de Argel de los tres buques de bandera holandesa "Indrecht", "Mijdrecht" y "Pendrecht", fletados por "Petroleos Porto Pi S.A.", Sociedad española incantada actualmente y administrada por esta Compañía Arrendataria, que procedentes del Mar Negro transportaban cargamentos de gasolina, los dos primeros, y de petróleo lampante, el último, para el abastecimiento de los depósitos que en la Península tiene aquella instalados, esta Empresa, como tal administradora de Petroleos Porto Pi, considera de necesidad someter el asunto a conocimiento y dictamen de persona que por su especialización en este género de cuestiones internacionales, ofrezca seria garantía de sabia dirección, en la reclamación que pudiera haber necesidad de plantear.

Estas circunstancias de competencia probada y claro criterio concurren en el Excmo Sr. D. José de Yanguas Messia, ex Ministro de Estado, Catedrático de Derecho Internacional de la Universidad Central y que ocupa en los presentes momentos, el elevado cargo de Presidente de la Asamblea Nacional.

Como esta última alta representación impide al Sr. Yanguas Messia ocuparse de asuntos de carácter privado y, por otra parte, se estima como muy conveniente por esta Compañía Arrendataria, en su calidad de administradora de Petroleos Porto Pi, conocer su autorizada opinión, procede que V.I. solicite de quien corresponda la pertinente autorización para que el Excmo Sr. D. José de Yanguas Messia pueda aceptar la consulta que se le sometería de obtenerse aquella

y redactar el informe o dictamen respectivo.

Dios guarde a V.I. muchos años.

Madrid 26 de Diciembre de 1927

Ilmo Sr. Director General del Timbre, Delegado del  
Gobierno en esta Compañía.

Ilmo Señor:

Como consecuencia de la, a juicio de esta Compañía, arbitraria detención en el puerto de escala de Argel de los tres buques de bandera holandesa "Windrecht", "Mijdrochet" y "Pendrecht", fletados por "Petroleos Porto Pi, S.A.", Sociedad española incantada actualmente y administrada por esta Compañía Arrendataria, que procedentes del Mar Negro transportaban cargamentos de gasolina, los dos primeros, y de petróleo lampante, el último, para el abastecimiento de los depósitos que en la Península tiene aquella instalados, esta Empresa, como tal administradora de Petroleos Porto Pi, considera de necesidad someter el asunto a conocimiento y dictamen de persona que por su especialización en este género de cuestiones internacionales, ofrezca seria garantía de sabia dirección, en la reclamación que pudiera haber necesidad de plantear.

Estas circunstancias de competencia probada y claro criterio concurren en el Excmo Sr. D. José de Yanguas Messia, ex Ministro de Estado, Catedrático de Derecho Internacional de la Universidad Central y que ocupa en los presentes momentos el elevado cargo de Presidente de la Asamblea Nacional.

Como esta última alta representación impide al Sr. Yanguas Messia ocuparse de asuntos de carácter privado y, por otra parte, se estima como muy conveniente por esta Compañía Arrendataria, en su calidad de administradora de Petroleos Porto Pi, conocer su autorizada opinión, procede que V.I. solicite de quien corresponda la pertinente autorización para que el Excmo Sr. D. José de Yanguas Messia pueda aceptar la consulta que se le sometería de obtenerse aquella



y redactar el informe o dictamen respectivo.

Dios guarde a V.I. muchos años.

Madrid 26 de Diciembre de 1927

Ilmo Sr. Director General del Timbre, Delegado del  
Gobierno en esta Compañía.